

« SOUS NOS YEUX » (12/25)

# Victoire de la France pour la Paix

par *Thierry Meyssan*

Nous poursuivons la publication en épisode de l'ouvrage de Thierry Meyssan, *Sous nos yeux*. Dans cet épisode, comme en Libye, les deux France s'affrontent en Syrie : pour la paix ou pour la guerre. Cette fois, la classe politique ne comprenant rien à la Guerre de 4ème génération conduite par les États-Unis, Claude Guéant parvient à convaincre Nicolas Sarkozy de retirer le pays de ce borbier. Mais ce n'est que partie remise.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 DÉCEMBRE 2019

ITALIANO

**C**et article est extrait du livre *Sous nos yeux*.  
Voir la [Table des matières](#).



**Claude Guéant (au micro) a défendu une vision de la France pour la paix, tandis qu'Alain Juppé (à droite de la photo) a incarné le parti de la guerre. L'opinion publique ne l'a pas su. Pour elle, Guéant est un haut fonctionnaire à poigne, tandis que Juppé est un brillant politicien. Aussi ne réagira-t-elle pas lorsque quelques années plus tard le premier sera condamné à de la prison et le second comblé d'honneur, entrera au Conseil constitutionnel.**

## 24— Syrie : la guerre de 4ème génération

Le 5 septembre 2011, le Président Sarkozy reçoit à l'Élysée le patriarche maronite, S.B. Béchara Raï. Il explique sans détour au prélat que les Alliés vont placer les Frères musulmans au pouvoir à Damas. Les catholiques et les maronites de Syrie, et probablement bientôt ceux du Liban, seront accueillis en France. Le sénateur Adrien Gouteyron est en train d'examiner les conditions d'accueil [1]. Les orthodoxes seront massacrés. Sa Béatitudo regimbe avant de faire contre mauvaise fortune bon cœur [2].



**Le président Nicolas Sarkozy reçoit Sa Béatitudo Mgr Béchara Raï, Patriarche maronite d'Antioche et de Tout l'Orient, au palais de l'Élysée, le 5 septembre 2011. Le prélat, qui vient en étant persuadé du soutien indéfectible de la France, va déchanter.**

En Syrie, les États-Unis testent une nouvelle stratégie. Ils vont renverser les rôles et utiliser contre la République les méthodes que les Résistants utilisent habituellement contre l'Empire, mais en tenant dans leurs mains un atout maître : la puissance de leurs médias. C'est le principe de la « guerre de quatrième génération » (4GW) : donner l'impression que l'on est partout alors que l'on intervient très peu [3].

Dans ces conditions, les Alliés ne vont recourir qu'à quelques Forces spéciales, extrêmement mobiles, qui agiront avec des Syriens pour créer la confusion. Trois types d'opérations seront menées :

- ▶ des actions contre des symboles de l'État, par exemple contre les statues d'Hafez el-Assad, le fondateur de la Syrie moderne et père de l'actuel Président ;
- ▶ des sabotages, par exemple faire dérailler des trains ou détruire des centrales électriques ;

- ▶ des meurtres au hasard de manière à donner l'impression d'un conflit généralisé.

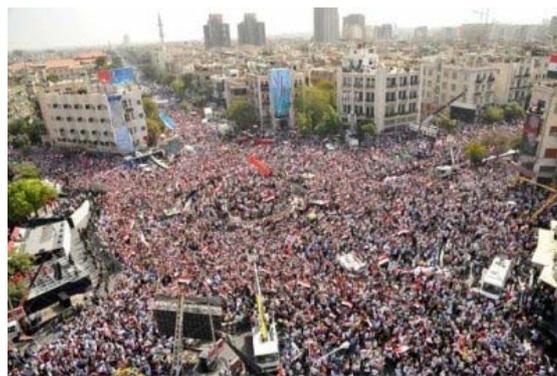


**L'inamovible général Benoît Puga. Il a débuté sa carrière de parachutiste en sautant sur Kolwezi (1978) et ne rêve que d'aventures coloniales. Il fut chef d'état-major particulier des présidents Nicolas Sarkozy (UMP), puis François Hollande (PS). Il est aujourd'hui grand chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur.**

L'armée française étant « réservée » sur ces méthodes, le Président Sarkozy confie la direction des opérations à son chef d'état-major personnel, le général Benoît Puga. Ce dernier a été successivement commandant des Opérations spéciales (COS) et du Renseignement militaire. Issu d'une famille de militaires d'extrême droite (son père a participé au putsch d'Alger), c'est un catholique lefebvrisme partisan de la colonisation (Mgr Lefebvre était évêque de Dakar). Officier parachutiste, il a participé à de nombreuses opérations coloniales en Afrique et au Liban. Il fut conseiller militaire de l'ancien Premier ministre suédois Carl Bildt lorsque celui-ci fut chargé d'administrer le Kosovo à la fin de la guerre et lorsqu'il devint administrateur de la Bosnie-Herzégovine. Puga supervisa la construction de l'extension du Mur de séparation entre Israël et l'Égypte [4]. Son indéniable courage lui donne une autorité sur les responsables politiques qu'il sert. Il détache des soldats de la Légion étrangère et du COS pour les envoyer sous son commandement sur le terrain.

Il est impossible d'établir les positions des Forces françaises durant la guerre. Tout au plus sait-on que 19 soldats français seront faits prisonniers par l'armée arabe syrienne durant le mandat de Nicolas Sarkozy et qu'au moins autant trouveront la mort. Leurs familles, s'ils en ont une, seront informées de leur « mort en mission », sans précision du pays ni plus de

détail [5]



**Manifestation monstre à Damas, le 12 octobre 2011, en remerciement à la Russie et à la Chine qui ont interrompu l'agression occidentale en opposant leur veto au Conseil de sécurité.**

Au Conseil de sécurité, la Russie et la Chine opposent leur veto au projet d'intervention militaire occidentale [6]. Une foule immense, peut-être un million de citoyens, descend dans les rues de Damas pour remercier Moscou et Beijing et apporter son soutien au Président Bachar el-Assad [7]. La Ligue arabe, présidée par le Qatar, déploie une mission d'observation qui constate l'inanité des rapports de la presse occidentale et donne raison à la République arabe syrienne [8]. Il n'y aura donc ni soutien régional, ni légalité à une ingérence comparable à celle contre la Libye.



**La secrétaire d'Etat US, Hillary Clinton, organise la première conférence des Amis de la Syrie à Tunis. Elle y dénonce la Chine et la Russie qui « se mettent en travers des aspirations du peuple syrien ».**

Dans ces conditions, les Occidentaux tentent le tout pour le tout. Washington réunit une soixantaine d'États pour constituer une alliance, les « Amis de la Syrie ». La Russie et la Chine, qui ont été invitées, découvrent que l'ordre du jour ne leur permettra pas de s'exprimer. Les participants

devront adopter un document qu'ils découvriront sur place. Moscou et Beijing boycottent donc la réunion. Celle-ci se tient à Tunis et est ouverte en retard par le Président Moncef Marzouki du fait des manifestations hostiles de son Peuple. Marzouki bénéficie de l'image d'une personnalité laïque de gauche, cependant il sert depuis longtemps de couverture aux Frères musulmans. Il prononce donc un discours invitant le Président el-Assad à fuir et la Russie à lui accorder l'asile politique afin que la Confrérie puisse s'installer au pouvoir. Alain Juppé appelle à prendre des sanctions contre la « dictature alaouite » [9], tandis qu'Hillary Clinton annonce que les Occidentaux vont fermer leurs ambassades à Damas [10].

Ce show met en évidence une série de méprises.

- ▶ D'abord les Occidentaux n'ont toujours pas compris pourquoi la Russie soutient la Syrie. À leurs yeux, c'est une question de fidélité à un ancien allié de l'époque soviétique. Ils ne cesseront donc d'espérer « convaincre » Moscou de les suivre « du bon côté de l'Histoire ».
- ▶ Ensuite, victimes de leur propre propagande, ils persistent à affirmer que la Syrie est une dictature et qu'elle est tenue par la secte des alaouites. Or, si l'autorité du Président el-Assad s'exerce sur l'armée, beaucoup de hauts fonctionnaires civils n'en font qu'à leur tête et ne lui obéissent pas. En outre, la République est laïque et non pas confessionnelle. Elle a été fondée par le parti Baas qui en a longtemps contrôlé tous les rouages. Cette formation politique se bat pour l'unité du Peuple arabe au nom des principes de la Révolution française. Tout au plus peut-on dire que c'est un État en guerre depuis 1948 face à un voisin expansionniste, Israël, et qu'il dispose d'un régime militarisé et largement contrôlé par le Baas laïc.
- ▶ Enfin, en suivant le mouvement initié par Hillary Clinton, les « Amis de la Syrie » vont, en rappelant leurs diplomates, se priver des moyens légaux de vérification des informations. Seuls les États-Unis et le Royaume-Uni disposeront désormais d'un vaste système d'espionnage satellitaire commun (les « Cinq yeux ») leur permettant de distinguer le vrai du faux.

Le rôle des autorités françaises restera limité. Il est d'abord attesté pour encadrer la Brigade Omar Al-Farouq à Homs et lors de l'attaque de Maaloula, la première cité chrétienne historique.



**Persuadé d'être intouchable, Gilles Jacquier (à droite), journaliste de France2 et néanmoins agent du Mossad et de la DGSE, est tué par erreur par les jihadistes qu'il venait rencontrer.**

Le journaliste de *France2*, Gilles Jacquier – qui travaillait également pour la DGSE et le Mossad en violation de la Charte de Munich – est tué par un tir de mortier à Homs, le 11 janvier 2012. Il devait prendre contact avec la Brigade Omar Al-Farouq. Il avait d'abord demandé à être incorporé dans l'armée arabe syrienne et à pouvoir suivre les généraux Maher el-Assad et Wajih Mahmud – sur lesquels les services secrets occidentaux tentent de réunir des renseignements–. Arrivé à Damas, il se précipite dans un hôtel connu des services de sécurité pour être le lieu de rendez-vous des Frères musulmans et de leurs sponsors occidentaux. Invité à rencontrer des familles de martyrs et des dirigeants de l'opposition intérieure, il les accuse de « faire la propagande du régime ». Refusant une escorte gouvernementale, il part seul à Homs, persuadé qu'il n'a rien à craindre des « révolutionnaires ». Cependant, il se trouve dans le quartier alaouite bombardé par les jihadistes comme chaque jour, à cette heure-là, et meurt comme bien des Syriens [11].



**Alain Juppé se rend au Conseil de sécurité pour dénoncer l'assassinat du journaliste Gilles Jacquier par le « régime »**

**de Bachar ». Malheureusement sa langue  
fourche et laisse entendre que c'était un  
agent secret en mission.**

La DGSE tente de faire attribuer le décès de Jacquier à « un complot du régime ». Alain Juppé se rend au Conseil de sécurité, à New York, « s'incliner à la mémoire de Gilles Jaquier, le journaliste français mort dans l'exercice de ses fonctions » ; un malheureux lapsus car l'expression « mort dans l'exercice de ses fonctions » est habituellement réservée aux fonctionnaires en mission et non pas aux journalistes, fussent-ils employés du service public.

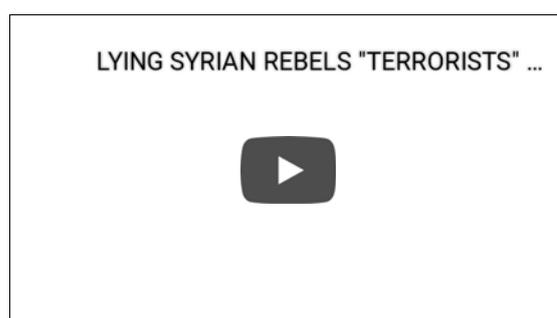
La France participe également aux côtés de l'armée turque à l'encadrement des jihadistes qui attaquent par deux fois la petite ville de Maaloula, symbole du christianisme primitif. Ils détruisent la statue de la Vierge qui surplombe la ville, et saccagent aussi bien les reliques de la « treizième apôtre », sainte Thècle, que les monastères de saint Serge et saint Bacchus, l'unique couple gay canonisé par l'Église catholique. Plusieurs soldats français mourront dans le village voisin de Sanayeh.

La Brigade Omar Al-Farouq instaure sa loi sur le gouvernorat de Homs. Comme l'avait annoncé à l'avance Nicolas Sarkozy au patriarche maronite, les prêcheurs annoncent par haut-parleur que les chrétiens doivent lui payer la taxe due par les infidèles, puis ils leur donnent quelques jours pour partir ou mourir. C'est une politique constante, depuis le plan Beaudecourt de 1848, de la France et de la Turquie (alors ottomane) de déplacer les chrétiens catholiques et maronites (tous fidèles à Rome) et d'exterminer les orthodoxes.

Les Forces spéciales françaises encadrent finalement les takfiristes, une branche des Frères musulmans, qui se retranchent dans un petit quartier de Homs, Baba Amr. Ils y proclament un Émirat islamique. Selon eux, les musulmans qui ne suivent pas la doctrine de la Confrérie doivent être excommuniés, condamnés à mort et exécutés en public [12]. Durant la guerre d'Irak, leurs prêcheurs avaient parcouru la campagne syrienne et étaient parvenus à faire des adeptes. Comme, dans certaines régions, l'habitat rural n'est pas organisé en villages, mais en fermes isolées, personne n'avait mesuré leur nombre. Ils étaient au total environ 2 000 hommes. Leur nombre avait été grossi d'environ un millier de repris de justice qui les avaient suivis dans leur aventure contre de l'argent sonnante et trébuchante. L'idée était de faire de cet émirat le point de départ de la

conquête du pays. C'est dans ce contexte que, pour la deuxième fois, la Russie et la Chine opposent leur veto au Conseil de sécurité à un projet d'intervention militaire de l'OTAN.

L'Émirat islamique de Baba Amr est stable car l'armée arabe syrienne ne peut qu'assiéger le quartier qui lui sert de territoire. Une unité de 70 de ses soldats est bloquée à l'intérieur, repliée dans un supermarché. Il est donc impossible de bombarder les jihadistes sans prendre le risque de tuer les soldats réguliers. Il n'est pas possible non plus d'entrer dans Baba Amr car les voies d'accès sont toutes protégées par des batteries de missiles antichar Milan (100 000 euros par poste, plus 12 000 euros par tir), installées par les Forces spéciales françaises, et des batteries 9K115-2 Metis-M, de fabrication soviétique [13]. Tout au plus, peut-on tenter d'avancer maison par maison, sans emprunter de rues. Le petit Émirat islamique est approvisionné en nourriture et en munitions via un vaste réseau de tunnels qui ont été aménagés à partir des canalisations d'égouts lors de la préparation de la guerre.



*Enregistrement (en anglais) de l'attente d'Abou Saleh avant de passer en direct sur Al-Jazeera.*

*France24 et Al-Jazeera* disposent de correspondants salariés à Baba Amr, dont le jeune Abou Saleh qui rapporte au monde entier les bombardements quotidiens. Il montre les victimes et est lui-même blessé. Il appelle vainement l'Occident à l'aide. La réalité est tout autre. Les bruits d'explosion proviennent des maisons des chrétiens et des partisans du régime que l'on détruit. Les fumées noires sont celles de pneus que l'on brûle sur les toits. Les blessés sont des figurants. Le show est si bien réussi et correspond tant aux désirs des Occidentaux que tous y croient, jusqu'à ce qu'un journaliste britannique ne filme Abou Saleh lui-même en train de diriger la mise en scène.

La République arabe syrienne craint que le siège de Baba Amr ne se termine dans le sang, comme lors du coup d'État des Frères musulmans en 1982. Le général Assef Chawkat entre en contact avec le ministre français

de l'Intérieur, Claude Guéant, qui est tout aussi opposé à cette guerre qu'à celle contre la Libye. Les deux hommes conviennent d'une « paix des braves ». Les officiers français présents sur place pourront évacuer librement, mais les takfiristes syriens se rendront. Guéant envoie sur place un brillant officier de la DCRI, anciennement attaché à l'ambassade de France et alors stationné en Jordanie ; il est reçu par Michel Kassoua, l'homme qui avait injustement été déclaré *persona non grata* en France, en 1982.



**Claude Guéant et Gérard Longuet poursuivent leurs efforts pour la paix débutés en Libye. Guéant qui connaît bien la Syrie et l'apprécie, négocie la libération de l'Émirat islamique de Baba Amr et la restitution des soldats français. Cette fois, il parvient à convaincre Nicolas Sarkozy de retirer la France de ce bourbier.**

Les deux parties conviennent que je sois leur « tiers de confiance » [14]. Ce n'est pas la première fois que l'Élysée me demande un service tout en ordonnant à la DGSE de me « neutraliser ». Il m'avait déjà sollicité comme intermédiaire dans une négociation secrète avec le Président Hugo Chávez afin de ne pas utiliser le canal du Quai d'Orsay et d'agir à l'insu des États-Unis. Bien sûr, j'ai agi dans l'intérêt des deux pays.

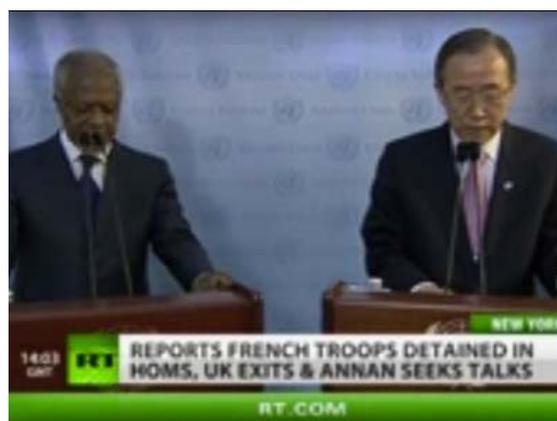
Les négociations sont interrompues au bout de plusieurs jours de sorte que Moscou puisse intercéder auprès de Paris. En définitive, l'accord est appliqué. Les Français sont évacués avec des « journalistes ». Les 19 autres officiers qui ont été faits prisonniers durant la guerre sont également libérés [15]. L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, et le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, viennent réceptionner les deux groupes à la frontière libanaise. Officiellement, les Français étaient des « déserteurs » de la Légion étrangère, pourtant certains d'entre eux

avaient été arrêtés porteurs d'une mallette de communication sécurisée de l'OTAN et ont été accueillis par le chef d'état-major en personne.



**L'amiral Édouard Guillaud est venu chercher les militaires français en mission à leur arrivée à la frontière libano-syrienne. Son imposant convoi étant protégé par la Convention de Vienne n'a pas pu être fouillé par l'armée libanaise en raison de son statut diplomatique.**

La France se retire de la guerre. Ce faisant, elle coupe l'herbe sous le pied d'Angus McKee, l'agent du MI6 qui dirige les opérations depuis les ambassades britanniques de Damas et de Beyrouth, et de Lord David Richards, chef d'état-major britannique, dont le plan prévoyait d'attaquer la Syrie avec 100 000 hommes [16]. La panique gagne Washington. La NSA reçoit l'ordre de pirater les ordinateurs de l'Élysée pour comprendre le revirement français. Ce qui est fait.



**La presse russe relate l'arrestation de soldats réguliers français en Syrie alors que son homologue française l'ignore.**

L'affaire des prisonniers français est traitée dans la presse non occidentale, notamment par *Russia Today*. Mais l'Élysée intervient auprès de grands médias français et aucun ne reprend l'information.

À Paris, c'est l'heure des règlements de compte. L'ambassadeur de France à Damas, dont les locaux ont été fermés et le personnel rapatrié, Éric Chevalier, reçoit des journalistes. Il révèle « en *off* » que le ministre des Affaires étrangères a falsifié ses rapports pour qu'ils correspondent à ses fantasmes coloniaux. Les deux hommes auraient commencé à se contredire dès le début de la guerre, Alain Juppé exigeant qu'il valide les imputations de *France24* sur les enfants dont on aurait arraché les ongles et les manifestations pour la démocratie [17].

L'ambassadeur aurait maintenu ne pas avoir été en mesure de vérifier la première information et que les manifestations n'étaient pas si nombreuses qu'on l'avait prétendu et n'arboraient aucun slogan en faveur de la démocratie. Le 1er avril, Alain Juppé participe à la seconde conférence des « Amis de la Syrie » à Istanbul. 83 États et organisations internationales y assistent. C'est plus qu'à Tunis. Mais la France n'y joue aucun rôle. La conférence prend acte qu'il ne sera pas possible d'appliquer en Syrie le plan initial et de la traiter comme la Libye sans entrer en conflit direct avec la Russie et la Chine. Il sera toutefois peut-être possible de l'attaquer sans autorisation du Conseil de sécurité, comme cela a été fait contre la Yougoslavie (actuelle Serbie) au Kosovo. Dans ce but, l'ambassadeur états-unien Stephen Rapp est chargé de créer le Syria Justice and Accountability Centre, une « ONG » basée à La Haye. Elle collectera tous les témoignages possibles pour établir le dossier d'accusation qui permettra de condamner le Président el-Assad devant un tribunal international. Nicolas Sarkozy, quant à lui, ne se préoccupe plus désormais que de sa réélection.

(A suivre...)

*Thierry Meyssan*

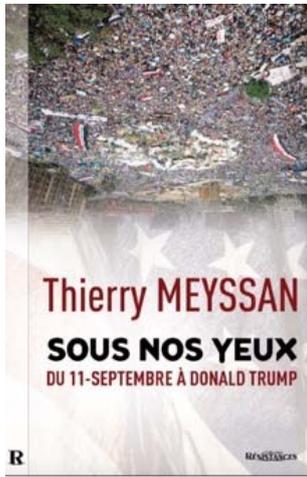
Ce livre est [disponible en français](#) en version papier.

---

[1] *Rapport sur la situation des Chrétiens d'Orient*, Adrien Gouteyron, Rapport au Premier ministre, 23 juin 2011 –29 février 2012.

[2] « [L'Église maronite s'inquiète des intentions de l'Occident](#) », par Pierre Khalaf, *New Orient News* (Liban), *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2011 ; « [Le Patriarche, les catacombes et la "révolution"](#) », « [Les chrétiens d'Orient s'érigent en remparts face au nouveau colonialisme occidental](#) », par Mère Agnès-Mariam de la Croix, *Réseau Voltaire*, 22 septembre et 7 octobre 2011.

[3] *Maneuver Warfare Handbook*, William S. Lind, Westview Press (1985) ; "Understanding Fourth Generation War", William S. Lind, *Military Review*, September-October 2004 ; *On War : The Collected*



*Columns of William S. Lind 2003-2009*, Castalia House (2014).

[4] « Gaza : la France supervise le prolongement du Mur de séparation », *Al-Manar* (Liban), *Réseau Voltaire*, 26 décembre 2009.

[5] « La guerre secrète de la France contre le peuple syrien », *Réseau Voltaire*, 22 février 2012.

[6] « Réunion du Conseil de sécurité sur la situation en Syrie - Vétos russe et chinois », *Réseau Voltaire*, 4 octobre 2011.

[7] « Un million de manifestants à Damas », *Réseau Voltaire*, 14 octobre 2011.

[8] « Rapport du chef de la Mission des observateurs de la Ligue Arabe en Syrie pour la période du 24/12/2011 au 18/01/2012 », *Réseau Voltaire*, 2 février 2012.

[9] « Intervention d'Alain Juppé lors de la conférence des Amis du peuple syrien », par Alain Juppé, *Réseau Voltaire*, 24 février 2012.

[10] « Intervention d'Hillary Clinton lors de la conférence des Amis du peuple syrien », par Hillary Clinton, *Réseau Voltaire*, 24 février 2012.

[11] « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V., *Komsomolskaïa Pravda* (Russie), *Réseau Voltaire*, 17 janvier 2012. « Washington admet que Bachar el-Assad ne sera pas renversé », *Réseau Voltaire*, 17 février 2012.

[12] "Rebellen in Syrien : Der Henker von Bab Amr", Ulrike Putz, *Der Spiegel*, 26 mars 2012. English version : "The Burial Brigade of Homs : An Executioner for Syria's Rebels Tells His Story"

[13] « Le bastion de l'Armée « syrienne » libre était équipé de missiles Milan » ; « Des rebelles de Baba Amr abandonnent des missiles antichar Metis », *Réseau Voltaire*, 16 février et 1er mars 2012.

[14] « Les journalistes-combattants de Baba Amr », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2012.

[15] « La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents » ; « Un 19ème agent français arrêté en Syrie » ; « La France rétablit la censure militaire », *Réseau Voltaire*, 26 et 28 février, 4 mars 2012.

[16] "Syria conflict : UK planned to train and equip 100,000 rebels", par Nick Hopkins, *BBC*, 3 juillet 2014.

[17] « Alain Juppé accusé par sa propre administration d'avoir falsifié les rapports sur la Syrie », *Réseau Voltaire*, 20 mars 2012.

---

Source : « Victoire de la France pour la Paix », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 décembre 2019, [www.voltairenet.org/article208677.html](http://www.voltairenet.org/article208677.html)